

**DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GENERALE**

**Bureau de
l'Environnement**

Affaire suivie par Mme FORTI
☎ 03.87.34.89.01
steel.doc

ARRETE

N° 2002-AG/2- 132
en date du 6 MAI 2002

autorisant la Société STEELCASE S.A. à poursuivre l'exploitation de son usine à SARREBOURG, à procéder à son extension, ainsi qu'à implanter une nouvelle unité de peinture par poudrage électrostatique .

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son Livre V - Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application du Code de l'Environnement ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

Vu la demande présentée par la Société STEELCASE S.A. pour l'actualisation de l'ensemble des activités de son établissement à SARREBOURG, l'extension de l'activité peinture poudre et l'autorisation de rejet d'eaux vers la Bièvre ;

Vu les plans et notices produits à l'appui de cette demande ;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique qui s'est déroulée du 30 avril 2001 au 1er juin 2001 dans les communes de SARREBOURG, BUHL LORRAINE, HILBESHEIM, REDING et SARRALTROFF ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'avis des conseils municipaux de SARREBOURG, BUHL LORRAINE, HILBESHEIM, REDING et SARRALTROFF ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

Vu l'avis de Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Vu l'avis de M. le Directeur Régional de l'Environnement ;

Vu l'avis de M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

Vu l'avis de M. le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile ;

Vu l'avis émis par l'Inspecteur des Installations Classées ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 11 avril 2002 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-67 en date du 5 mars 2002 prorogeant jusqu'au 13 juin 2002 le délai pour statuer sur la demande de la Société STEELCASE S.A. ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE :

TITRE I – CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er}

La Société STEELCASE S.A. dont le siège social est situé 56 rue Jean Giraudoux, 67035 Strasbourg Cedex est autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine de Sarrebourg, à étendre cette usine et à implanter une nouvelle unité de peinture par poudrage électrostatique sous réserve des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 -

Les arrêtés préfectoraux n°74-AG/3-1440 du 23 octobre 1974, n°78-AG/3-1396 du 13 octobre 1978, n°80-AG/3-1501 du 30 octobre 1980, n°88-AG/2-597 du 10 octobre 1988, n°98-AG/2-209 du 30 septembre 1998 sont abrogés et remplacés par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation d'exploiter vise les installations répertoriées dans le tableau suivant :

N°	Activité	Volume déclaré en 1998 et régime correspondant	Volume 2000	Evolution 2001 - 2004	Clas
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), (stockage de) : Le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 1 000 m³ = A b) supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ = D	Total matières plastiques (PS, PP, PA, POM, PE, PET, PU) : 182 m³ Déclaration	Pièces achetées : 2 000 m³ Produits finis : 3 000 m³ Total : 5 000 m³	Pas d'évolution	A
2660	Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), (fabrication ou régénération) : La capacité de production étant : 1 – supérieure ou égale à 1 t/j = A 2 – supérieure ou égale à 100 kg/j, mais inférieure à 1 t/j = D	Quantité de mousse polyuréthane produite : 1,5 t/j Autorisation	Capacité de production : 101,25 t/j pour une production réelle de 1,68 t/j	Unité de production supplémentaire, avec un poste d'injection. Total des installations d'injection : 5 Capacité de production : 130 t/j pour une production réelle de 2,5 t/j	A
2566	Métaux (décapage ou nettoyage des), par traitement thermique = A			Installation d'un four à pyrolyse pour le décapage des balancelles de l'atelier peinture	A
2565-2	Métaux et matières plastiques (traitement des) pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc., par voie électrolytique, chimique ou par emploi de liquides halogénés : Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement de mise en œuvre étant :	Bac de dégraissage alcalin : 4 500 l Bac de dégraissage phosphatant : 6 600 l Volume total : 11 100 l Autorisation	Pas d'évolution	Tunnel de lavage avant peinture (deuxième installation), Dégraissage : 22 m³, Phosphatation : 11 m³, Rinçage (2) : 8 m³	A

N°	Activité	Volume déclaré en 1998 et régime correspondant	Volume 2000	Evolution 2001 - 2004	Clas
	b) supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l = D			la machine à laver (bain de dégraissage alcalin), volume de cuve identique : 5 m³ Tunnel de lavage avant peinture (installation existante), Dégraissage phosphatant : 6,6 m³, Rinçages (2) : 4 m³ Volume total des cuves : 57 m³ (56 600 l)	
2940-2	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) support quelconque (métal, bois, plastiques, textiles,...) à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation enduction,...). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée est : a) supérieure à 100 kg/j = A b) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j = D	Quantité maximale de colle : 2 080 kg/j Autorisation	Capacité maximale d'encollage : 1 500 kg/j pour une capacité réelle de 180 kg/j	Remplacement de l'encollage par pulvérisation de colle néoprène par une ligne semi-automatique d'encollage de poudre. Capacité théorique maximale d'encollage : 1 050 kg/j Capacité réelle maximale d'encollage : 130 kg/j	A
2940-3	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521. Lorsque l'application est faite par tout procédé mettant en œuvre des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée est : a) supérieure à 200 kg/j = A b) supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j = D	Quantité théorique maximale de peinture : 550 kg/j Quantité réelle maximale de peinture : 165 kg/j Autorisation	Pas d'évolution	Remplacement de l'encollage par pulvérisation de colle néoprène par une ligne semi-automatique d'encollage poudre : Estimation de 10 pistolets à 280 g/mn, soit 2 500 kg/j de capacité théorique pour une capacité réelle de 1 200 kg/j Nouvelle installation de peinture poudre avec cabines automatiques et manuelles : Estimation de 22 pistolets à 280 g/mn, soit 5 000 kg/j de capacité théorique pour une capacité réelle de 2 000 kg/j Capacité théorique maximale de poudre : 8 000 kg/j Capacité réelle de poudre : 3 365kg/j	A

N°	Activité	Volume déclaré en 1998 et régime correspondant	Volume 2000	Evolution 2001 - 2004	Clas
2560	<p>Métaux et alliages (travail mécanique des), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>1 – supérieure à 500 kW = A 2 – Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW = D</p>	<p>Puissance installée de l'ensemble des machines : 930 kW</p> <p>Autorisation</p>	<p>Installation de découpe et de cintrage de profilés en aluminium.</p> <p>Suppression de presses mécaniques de puissance variable.</p> <p>Puissance installée de l'ensemble des machines : 800 kW</p>	<p>Puissance installée de l'ensemble des machines : + 10% = 880 kW</p> <p>Remplacement d'une presse mécanique 63 t par une presse mécanique 160 t</p> <p>Installation de nouvelles cellules de soudure robotisées.</p>	A
1158	<p>Diisocyanate de diphenylméthane (MDI) (fabrication industrielle, emploi ou stockage de).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1 – supérieure ou égale à 200 t = AS 2 – supérieure à 20 t, mais inférieure à 200 t = A 3 – supérieure à 2 t, mais inférieure à 20 t = D</p>	<p>Stockage en fûts : 2 t Stockage en cuve : 30 t</p> <p>Total déclaré : 32 t</p> <p>Autorisation</p>	<p>Pas d'évolution</p>	<p>Suppression du stockage en fûts et installation d'une cuve de stockage de 30 t</p> <p>Total déclaré : 60 t</p>	A
1175	<p>Organohalogénés (emploi de liquides) pour le dégraissage, la mise en solution, l'extraction, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec, visé par la rubrique 2345, et du dégraissage des métaux, visé par la rubrique 2565</p> <p>La quantité de liquides organohalogénés étant :</p> <p>1 – supérieure à 1 500 l = A 2 – supérieure à 200 l, mais inférieure ou égale à 1 500 l = D</p>	<p>Inclus sous la rubrique 1433</p> <p>Déclaration</p>	<p>Acétate d'éthyle : 198 kg</p> <p>Démoulant à base de dichlorométhane (30 à 40%) et de tétrachloroéthylène (20 à 30%) : 600 kg dont 467 litres de produit pur.</p> <p>Trichloréthylène : 20 x 1 litre, utilisé exclusivement à l'atelier prototypage, pour des opérations de nettoyage ponctuelles.</p> <p>Volume déclaré : 685 litres</p>	<p>Pas d'évolution</p>	D
1450-2	<p>Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques :</p> <p>Emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 1 t = A b) supérieure à 50 kg, mais inférieure à 1 t = D</p>	<p>Déclaration</p>	<p>Copeaux et fines d'aluminium issus de l'activité de tronçonnage de profilés en aluminium : 150 kg</p>	<p>Activité en augmentation : + 100% = 300 kg</p> <p>Volume déclaré : 300 kg</p>	D
2925	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW = D</p>	<p>Puissance totale : 31,252 kW</p> <p>Déclaration</p>	<p>Puissance totale : 40 kW</p>	<p>Location de nouveaux chariots élévateurs en location (2) : 6 kW</p> <p>Location d'un nouveau gerbeur électrique : 2 kW</p> <p>Puissance totale absorbée : 48 kW</p>	D
1433-B	<p>Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) :</p> <p>Autres installations :</p> <p>Lorsque la quantité totale équivalente de</p>	<p>Colle néoprène : 4 t Solvant : 0,55 t Démoulant : 0,34 t Divers : 0,3 t Huiles : 3,2 t Total déclaré : 8,39 t</p>	<p>Colle néoprène : 5 t maxi Huiles : 2 t maxi</p> <p>Total : 7 t</p>	<p>Colle néoprène : - 25% = 3,75 t</p> <p>Huile : 2 t</p>	D

N°	Activité	Volume déclaré en 1998 et régime correspondant	Volume 2000	Evolution 2001 - 2004	Clas
	liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a) supérieure à 10 t = A b) supérieure à 1 t, mais inférieure à 10 t = D	Déclaration		Total : 5,75 t	
2910-A	Combustion , à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4 Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, ..., si la puissance thermique maximale de l'installation est : 1 - supérieure ou égale à 20 MW = A 2 - supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW = D	Chauffage de l'usine au gaz naturel Puissance thermique maximale : 6,1 MW Déclaration	Pas d'évolution	Complément de chauffage pour l'extension de l'usine (2 postes) Puissance thermique maximale : 8 MW	D
2920-2	Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa : Dans tous les autres cas : la puissance absorbée étant : a) supérieure à 500 kW = A b) supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW = D	Installation de réfrigération : 28,3 kW Installation de compression : 164 kW Puissance totale absorbée : 192,3 kW Déclaration	Pas d'évolution	Compresseur pour nouvelle installation de peinture, puissance absorbée 45 kW Puissance totale absorbée : 235 kW	D
2863-1	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), (stockage de) : A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 2 000 m ³ = A b) supérieur ou égal à 200 m ³ , mais inférieur à 2 000 m ³ = D	Déclaration	Mousse polyuréthane fabriquée : 200 m ³ hors en cours de fabrication Mousse achetée : 100 m ³ Volume total : 300 m ³	Mousse polyuréthane fabriquée : + 25% = 250 m ³ hors en cours de fabrication Mousse achetée : 125 m ³ Volume total : 375 m ³	D

Le présent arrêté vaut récépissé pour les installations soumises à déclaration.

Titre II : PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

Règles de caractère général

ARTICLE 4 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

4.1 - Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation et aux plans et données techniques joints, tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

4.2 - Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement qui, même si elles ne relèvent pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

ARTICLE 5 - MODIFICATION - ABANDON DE L'EXPLOITATION

5.1 - Toute modification apportée par le demandeur au dossier de demande d'autorisation, aux installations, aux procédés de fabrication, aux produits et aux volumes traités et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

5.2 - Si l'exploitation devait être abandonnée, en application des dispositions de l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant notifiera au Préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant que la cessation d'activité n'intervienne. Dans ce cas, il remettra un mémoire précisant les mesures prises ou qu'il est prévu de prendre pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 - ACCIDENT - INCIDENT - POLLUTION

L'exploitant est tenu de déclarer dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

De plus, pour tout événement mentionné ci-dessus, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport relatif aux origines et aux conséquences du phénomène, les mesures mises en œuvre pour en limiter le développement et celles retenues pour éviter qu'un tel événement ne se reproduise.

Les dépenses occasionnées par la lutte contre la pollution et les mesures de restauration du site seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7 - CONTROLES ET ANALYSES

L'exploitant est tenu d'archiver pendant une période d'au moins cinq ans les contrôles, les analyses, les expertises et les rapports de suivi prévus au titre de présent arrêté. Ces documents seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sauf ceux précisément cités qui devront lui être envoyés.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus et afin de vérifier le respect des prescriptions imposées au titre du présent arrêté, l'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles spécifiques soient effectués à l'émission ou dans l'environnement. Les prélèvements et les analyses seront réalisés selon les normes en vigueur par un organisme indépendant. Les frais occasionnés par ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

REGLES D'IMPLANTATION, DE CONSTRUCTION ET D'AMENAGEMENT

ARTICLE 8 - IMPLANTATION

8.1 - Intégration dans le paysage

L'ensemble du site, comprenant tant les installations que leurs abords, sera en permanence entretenu et maintenu propre.

8.2 - Distances d'éloignement des tiers

A compter de la notification du présent arrêté, toutes les nouvelles installations de la Société STEEL CASE S.A. seront implantées à une distance au moins égale à 10 mètres des immeubles occupés ou habités par des tiers et des établissements recevant du public. Cette distance d'éloignement sera aussi respectée vis-à-vis des installations ou des stockages soumis à la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ou de nature à initier un sinistre ou en aggraver les effets.

L'exploitant prendra toutes les mesures utiles pour que les distances d'isolement fixées ci-dessus soient

conservées au cours de l'exploitation du site.

8.3 - Accès

L'accès au site devra présenter un recul suffisant pour que l'entrée ou la sortie des véhicules n'exige pas de manœuvre.

Les installations présentant des risques seront fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne étrangère à l'exploitation (clôture, bâtiments fermés). L'accès à ces installations se fera par une entrée surveillée pendant les périodes d'exploitation et fermée en dehors des périodes de fonctionnement.

L'usine sera clôturée par un grillage d'une hauteur minimale de 1,20 m.

ARTICLE 9 - VOIES DE CIRCULATION

Les voies de circulation seront tracées et conçues de manière à permettre à tout véhicule et notamment aux véhicules d'intervention de circuler sans gêne sur le site et par tous les temps. De plus, une voie de circulation d'au moins 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre, maintenue en permanence dégagée, permettra l'accès des moyens d'intervention sur le demi périmètre au moins des installations. Cette voie devra permettre les demi-tours et croisements des engins si elle est en impasse et l'accès des sapeurs-pompiers à toutes les issues du bâtiment.

Toutes les dispositions seront prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les installations. Le franchissement des voies de circulation par des tuyauteries et des câbles aériens s'effectuera à hauteur suffisante pour permettre le passage des véhicules. Les tuyauteries et les câbles en tranchée franchiront les voies de circulation sous des ponceaux ou dans des gaines, ou seront enterrés à une profondeur convenable.

L'exploitant fixera les règles de circulation à l'intérieur de l'établissement qui devront être portées à la connaissance des intéressés par tous les moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes, etc ...).

ARTICLE 10 - BATIMENT

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet d'optique ne seront pas utilisés dans la construction du bâtiment (effet lentille).

Le bâtiment sera aménagé en ateliers qui disposeront chacun d'au moins deux issues qui permettront l'évacuation du personnel dans deux directions opposées. Les locaux de stockage pourront disposer d'une seule issue. Les portes de ces issues devront rester en toutes circonstances facilement manœuvrables.

Les locaux de stockage des produits présentant des risques pour la santé ou l'environnement seront pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation adaptée.

Les installations électriques seront réduites aux besoins nécessaires de fonctionnement des différents ateliers ou locaux. Un interrupteur sera également installé sur les armoires électriques qui alimentent les machines.

ARTICLE 11 - APPAREILS, MACHINES ET CANALISATIONS

11.1 - Principes de construction

Tous les appareils, machines et canalisations soumis à des réglementations particulières (appareils à pression, appareils de levage et de manutention, appareils tubulaires destinés à assurer un échange thermique, chaudières) devront satisfaire aux dispositions réglementaires qui leur sont applicables et aux normes françaises homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable.

Les appareils, machines et canalisations non réglementés seront construits selon les règles de l'art. Les éléments contenant des fluides dangereux (toxiques, inflammables, vapeur ou gaz sous pression) ou importants pour la sécurité des installations (réfrigération) feront l'objet d'un suivi régulier et sérieux attestant de leur maintien en bon état. L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées tous les justificatifs correspondants.

Les matériaux servant à la construction des appareils et des machines seront choisis en fonction des fluides contenus ou en circulation afin qu'ils ne soient pas sujet à des phénomènes de dégradation accélérée de leurs caractéristiques (corrosion, fragilité, etc ...).

11.2 - Canalisations

Les canalisations feront l'objet de toutes les mesures de protection adaptées aux agressions qu'elles peuvent subir : chocs, corrosion, flux thermiques.

Les canalisations aériennes devront être faciles d'accès et repérées par tout dispositif de signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification usuelle permettant de reconnaître sans équivoque la nature des fluides transportés (plaques d'inscription, code des couleurs). Les vannes devront porter de manière indélébile leur sens de fermeture.

ARTICLE 12 - PROTECTIONS ELECTRIQUES

12.1 - Installations électriques

Les installations électriques de l'établissement seront construites conformément aux prescriptions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques devront être exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.

En application de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, l'exploitant définira les zones dans lesquelles pourront apparaître des atmosphères explosives. Si de telles zones existent, le matériel électrique installé dans les zones dangereuses sera de "sûreté" en application des dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et ses textes d'application portant règlement sur le matériel dans les atmosphères explosives.

Les appareils d'éclairage ne seront pas situés en des points susceptibles d'être heurtés. Ils seront en toutes circonstances suffisamment éloignés des produits entreposés et des postes de travail pour éviter tout échauffement susceptible d'amorcer un sinistre.

12.2 - Protection contre les effets de l'électricité statique et des courants de circulation

Les installations seront protégées des effets de l'électricité statique et des courants de circulation. Toutes les structures et tous les appareils comportant des masses métalliques seront reliés par des liaisons équipotentiels et mis à la terre. Les dispositifs de prise de terre seront conformes aux normes en vigueur.

12.3 - Protection contre la foudre

L'exploitant respectera les prescriptions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées de la norme française, réalisée selon les modalités de la norme C 17-100 de février 1987 complétée par la norme C 17-102 de juillet 1995.

12.4 - Contrôles des installations électriques

Les installations électriques et les dispositifs de protection seront vérifiés après toute modification importante puis tous les ans par un organisme compétent indépendant de l'exploitant conformément aux

dispositions réglementaires et au regard des prescriptions du présent arrêté (nature des zones contrôlées, qualité du matériel employé, etc...). Les prises de terre et la continuité des conducteurs de mise à la terre feront également l'objet d'un contrôle annuel.

Les travaux, réparations ou remarques mentionnés dans le rapport de contrôle devront être pris en compte ou réalisés dans un délai de trois mois suivant la production du rapport.

REGLES D'EXPLOITATION

ARTICLE 13 - ENTRETIEN, MAINTENANCE ET SUIVI DES INSTALLATIONS

13.1 - Dossier de sécurité

Pour chaque installation (stockage, servitude ou système) présentant des risques (incendie, explosion, pollution), l'exploitant établira un dossier de sécurité qui comprendra au moins les éléments suivants :

- les caractéristiques de construction,
- les plans de montage, les schémas de circulation des fluides et les schémas électriques,
- les équipements importants pour la sécurité,
- la nature et la périodicité des opérations de maintenance et de vérification,
- les résultats de tous les contrôles périodiques réalisés sur les installations.

Ce dossier de sécurité comprendra tous les éléments, notamment techniques, qui n'apparaissent pas dans des documents plus généraux comme les consignes de sécurité. Il sera complété et actualisé en fonction des connaissances nouvelles concernant les appareils qu'il décrit ou des modifications apportées à l'installation.

Ce dossier comprendra en particulier les éléments de contrôle et de suivi des équipements importants pour la sécurité de chaque installation.

13.2 - Visites et contrôles

Après toute modification importante, après des travaux de maintenance, d'entretien ou de réparation ayant nécessité un arrêt de longue durée et avant la remise en service, les installations seront vérifiées notamment par rapport aux plans de montage, schémas de circulation des fluides et schémas électriques.

La périodicité des contrôles sera fonction des échéances réglementaires pour les appareils et les systèmes soumis (appareils à pression, installations électriques, etc ...), des échéances imposées par le présent arrêté et celles proposées par l'exploitant. Dans tous les cas, l'exploitant procédera à une visite extérieure au moins annuelle de ses installations.

Les contrôles seront réalisés par un organisme, indépendant ou une personne compétente nommément désignée par l'exploitant et feront l'objet de compte rendus écrits insérés dans le dossier de sécurité. Les travaux, réparations ou nécessités de mise en conformité mentionnés dans les rapports de contrôle devront être pris en compte et/ou réalisés dans un délai de trois mois suivant la remise du rapport à l'exploitant.

ARTICLE 14 - CONDUITE DES INSTALLATIONS

L'exploitation des installations se fera sous la surveillance d'une personne compétente nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux spécificités des installations à mettre en œuvre. La

présence de cette personne sera en particulier requise lors des phases transitoires de fonctionnement des installations.

ARTICLE 15 - AUTORISATION DE TRAVAIL - PERMIS DE FEU

Dans les zones à risques, les travaux de réparation ou d'aménagement ne pourront être effectués qu'après délivrance d'une autorisation de travail accompagnée, au besoin, d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura désignée.

Cette autorisation de travail formalisera les modalités particulières de l'intervention. Elle ne pourra être donnée qu'après le contrôle préalable de la zone de travail (présence de gaz, de vapeurs inflammables, de produits toxiques) et de l'évaluation des risques que les travaux représentent.

Le permis de travail, d'une durée de validité limitée, précisera le type de matériel à utiliser, les mesures de prévention à prendre et les moyens de protection à mettre en place. Après l'achèvement de l'intervention, un contrôle de la zone de travail sera effectué.

REGLES DE SECURITE

ARTICLE 16 - CONNAISSANCE DES PRODUITS - ETIQUETAGE

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 17 - PROPRETE

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 18 - REGISTRE ENTREE/SORTIE(S)

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

PREVENTION DES RISQUES

ARTICLE 19 - CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, l'exploitant rédigera des consignes de sécurité et des consignes d'exploitation visant l'ensemble du site qui préciseront notamment les modalités d'application des dispositions du présent arrêté. Ces consignes seront tenues à jour et affichées dans des lieux fréquentés par le personnel. Elles devront décrire :

- le comportement à observer par les personnes présentes sur le site d'exploitation,

- la conduite à tenir en cas d'accident (intervention, appel des moyens de secours extérieurs),
- les modalités d'utilisation du matériel de protection et d'intervention.

Par ailleurs, l'exploitant rédigera des consignes d'exploitation, propres aux installations ou machines pouvant présenter des risques. Elles devront préciser les mesures à prendre pour la conduite de ces installations (conduite en situation normale, démarrage, arrêts d'urgence).

Ces documents, tenus à jour, seront remis à tous les membres du personnel qui en donneront une décharge écrite.

ARTICLE 20 - SECURITE INCENDIE ET MOYENS DE DEFENSE

20.1 - Principes généraux

L'exploitant définira, en collaboration avec la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (DD SIS), les moyens de défense adaptés aux risques présentés par les installations (extincteurs, poteaux d'incendie, RIA, etc...), leurs caractéristiques, la nature des agents d'extinction la plus appropriée et leur répartition dans l'établissement.

L'exploitant fournira à la DD SIS les éléments nécessaires à l'élaboration d'un plan de secours (moyens disponibles, consignes, plans, etc...). Ces documents seront régulièrement tenus à jour à l'occasion de toute modification des installations ou des procédés de fabrication de nature à faire évoluer les risques ou les modalités d'intervention des équipes extérieures.

20.2 - Aménagements des installations

Les installations seront aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de lutte. A cet effet, les abords et les aménagements intérieurs des locaux seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours. Ces emplacements devront être dégagés en permanence.

Les éléments d'information nécessaires à de telles interventions seront matérialisés sur les sols ou sur les murs de manière apparente.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Les poteaux métalliques dans les zones où il existe un risque d'incendie, hormis la zone d'application poudrage, devront être enrobés de matériaux stables au feu de degré ½ heure jusqu'à une hauteur minimale de 5 m à partir du niveau du sol sauf dans les zones protégées par un réseau d'extinction automatique.

20.3 - Les différents types de zones

L'exploitant déterminera les zones de l'établissement dans lesquelles des dispositions particulières de sécurité seront à prendre à cause des risques présentés par les installations qu'elles abritent (incendie, explosion ou toxique). Ces zones seront signalées et feront l'objet de consignes d'exploitation particulières et de précautions de construction adaptées aux risques qui auront été identifiés (installations électriques, permis de feu, etc ...).

Les locaux de traitement de surface seront dégagés de toute matière combustible non directement lié à son exploitation.

Des dispositions seront prises pour permettre d'isoler rapidement les installations (alimentations

électriques et en eaux) sans risque de dégradation. Ces dispositifs, placés en dehors des zones de dangers, devront rester aisément manœuvrables en toutes circonstances.

20.4 - Moyens de lutte incendie

20.4.1 L'exploitant disposera de moyens de défense adaptés aux risques présentés par les installations. Ces moyens seront judicieusement répartis sur le site et leur emplacement sera reporté sur un plan tenu à jour.

20.4.2 Ces équipements devront être conformes aux normes françaises en vigueur et seront installés dans les endroits accessibles bien mis en évidence et maintenus en bon état d'utilisation. Ils seront contrôlés au moins une fois par an par un organisme compétent indépendant de l'exploitant.

20.4.3 L'exploitant formera le personnel d'exploitation à la mise en œuvre des moyens d'intervention disponibles dans l'exploitation.

20.4.4 Le site disposera de moyens de défense judicieusement répartis entre moyens fixes et moyens mobiles. Au minimum, les dispositions suivantes seront respectées :

- aucun point des installations ne devra être distant de plus de 100 m d'un poteau d'incendie (ceci par les voies de communication),
- le débit minimum des poteaux d'incendie sera de 300 m³/h,
- la pression dynamique comprise entre 1 et 4 bars,
- les points d'eau devront être de type normalisé de 100 mm et alimentés conformément à la norme NF S 62200,
- des extincteurs et des RIA seront correctement répartis et en nombre suffisant dans toute l'usine.

ARTICLE 21 - FORMATION DU PERSONNEL

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "Sécurité" de son personnel.

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes.

Cette formation devra notamment comporter :

- la connaissance des risques liés aux produits et aux installations,
- les explications nécessaires à la bonne compréhension des consignes,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger,
- les modalités de première intervention en cas de sinistre dispensées à travers des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité et un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention.

PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 22 - PRINCIPES GENERAUX

22.1 - L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. L'économie d'eau sera un facteur de choix prépondérant pour les nouveaux investissements lors de la réfection des ateliers ou du remplacement de matériel.

22.2 - Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects, d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager, directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Cette interdiction s'applique tout particulièrement aux déversements dans la nappe souterraine par épandage ou infiltration (direct ou indirect), total ou partiel.

22.3 - Les rejets ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

ARTICLE 23 - ALIMENTATION EN EAUX

Les besoins en eau potable ou industrielle pour les sanitaires, le procédé de traitements de surface et les eaux d'extinction d'incendie seront entièrement couverts par le réseau d'adduction d'eau potable de la commune de Sarrebourg.

Un réservoir de coupure ou bac de disconnexion sera installé sur le réseau d'eau potable pour éviter tout refoulement d'eaux usées dans le circuit d'alimentation en eau potable.

ARTICLE 24 - NATURE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Sont considérés comme effluents liquides :

- les eaux d'extinction d'incendie
- les eaux sanitaires,
- les eaux pluviales,
- les eaux de lavage des sols,
- les eaux usées industrielles comprenant les eaux de procédé, les eaux des bains de traitement, les eaux de refroidissement...

ARTICLE 25 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

25.1 - Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

Toutes les dispositions seront prises pour conserver les divers effluents à l'état le plus concentré possible, afin d'en faciliter le traitement. Ainsi, on distinguera :

- le réseau de collecte des eaux pluviales,
- le réseau de collecte des eaux sanitaires,

Il n'y a pas de rejet d'eaux usées industrielles. Ces eaux constituent des déchets qui sont traités et éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet.

25.2 - Les bâtiments seront pourvus de revêtement de sol permettant de récupérer les eaux de lavage des sols.

25.3 - Les canalisations de collecte des effluents devront être étanches, capables de résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles transporteront et aux contraintes mécaniques du sol. Les réseaux de collecte des effluents devront être convenablement entretenus et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de garantir leur bon état.

25.4 - Les réseaux de collecte des effluents comprenant les secteurs collectés, les regards et les points de branchement et toutes les canalisations seront reportés sur un plan.

ARTICLE 26 - LE TRAITEMENT DES EFFLUENTS LIQUIDES

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

26.1 - Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires résultant de l'activité du personnel de l'établissement seront rejetées dans le réseau d'assainissement communal et traitées dans la station d'épuration urbaine de la commune de Sarrebourg. Ces eaux seront traitées en conformité avec les instructions en vigueur concernant l'assainissement de telles eaux.

26.2 - Eaux pluviales

Les eaux pluviales issues des toitures, des voies de circulation et des zones de stationnement peuvent être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la commune ou dans la Bièvre sous réserve qu'elles respectent les valeurs limites maximales fixées à l'article 27.2.

26.3 - Eaux de lavage des sols

Les eaux de lavage des sols, sauf celles susceptibles d'être polluées, seront rejetées dans le réseau d'assainissement communal et traitées dans la station d'épuration urbaine de la commune de Sarrebourg.

Les eaux de lavage des sols susceptibles d'être polluées constituent des déchets qui doivent être traités et éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet. Concernant les eaux de lavage des sols de l'atelier IN SITU, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées dans un délai de deux mois, une étude sur l'opportunité d'une telle mesure pour cet atelier.

26.4 - Eaux d'extinction d'incendie

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour retenir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. Les conditions de rétention et les volumes retenus seront adaptés à la nature des agents d'extinction, la configuration des locaux et les caractéristiques du sinistre. Ils seront déterminés avec le concours des services incendie.

Les eaux d'extinction d'incendie recueillies suite à un sinistre seront soit évacuées par une entreprise spécialisée, soit rejetées dans les conditions fixées à l'article 27.1.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les justificatifs correspondants.

26.5 - Eaux usées industrielles

Les eaux usées industrielles sont intégralement recyclées et régulièrement changées. Le rejet d'eaux usées industrielles dans le milieu naturel ou dans le réseau communal est interdit.

26.5.1 - Eaux de traitement des machines à laver des secteurs métallurgie et peinture

Les bains fonctionnent en circuit fermé. Les bains usés et les eaux de nettoyage des cuves constituent des déchets qui doivent être traités et éliminés dans des installations dûment autorisées.

à cet effet.

26.5.2 – Eaux de rinçage des tunnels de lavage peinture

Les eaux seront traitées par un évaporateur en circuit fermé. Les concentrats constituent des déchets qui doivent être traités et éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet.

26.5.3 – Eaux de refroidissement de la machine à mousser Hennecké

Cette machine fonctionne en circuit fermé.

ARTICLE 27 – NORMES DE REJETS

27.1 Le rejet des eaux d'extinction d'incendie visées à l'article 26.4 vers le milieu naturel ou vers le réseau d'assainissement collectif peut être effectué, après analyse des ces eaux, sous réserve de l'avis de l'inspection des installations classées.

27.2 Les eaux pluviales devront respecter, avant rejet, les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration en mg/l	Norme
MEST	35	NF EN 872
DCO	125	NFT 90101
Hydrocarbures totaux	10	NFT 90114

La température des effluents n'excédera pas 30° C.

ARTICLE 28 – CONTROLE DES REJETS

28.1 - Points de rejets

Les points de rejet seront accessibles aux agents chargés du contrôle et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit. Les installations de prélèvement des effluents rejetés seront toujours parfaitement entretenues.

28.2 - Contrôles périodiques

Au moins une fois par an, un contrôle des eaux pluviales rejetées dans la Bièvre sera réalisé par un organisme indépendant de l'exploitant. Ce contrôle portera sur la mesure des paramètres fixés à l'article 27.2 du présent arrêté.

Les résultats de mesures de ces contrôles seront transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 29 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

29.1 - Dispositions générales

Toutes les dispositions seront prises pour éviter, en cas d'incident de fonctionnement ou de fuite d'un stockage, tout déversement direct de produits dont les caractéristiques et les quantités émises seraient susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines ou superficielles ou capables d'altérer le rendement des ouvrages d'épuration.

Les produits chimiques, toxiques, corrosifs ou inflammables seront stockés dans des conteneurs de capacité limitée et seront étiquetés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur relatives à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances, notamment l'arrêté ministériel du 20 avril 1994. Les risques présentés par ces produits et les mesures de sécurité à prendre lors de leur manipulation seront clairement indiqués.

Les produits de nature chimique différente dont le mélange est susceptible d'être à l'origine de réactions

dangereuses seront stockés en des points géographiques éloignés entre eux. Leur stockage sera réalisé au regard de tous les paramètres susceptibles d'entraîner ou de favoriser leur dispersion (choc mécanique, élévation de température). Les produits épandus seront récupérés et éliminés comme des déchets liquides dans une installation agréée à cet effet.

29.2 - Définitions

Au titre de présent arrêté, sont considérés comme dangereux pour l'environnement ou pour le fonctionnement des ouvrages d'épuration en cas d'apport important et concentré, du fait de leurs caractéristiques ou des quantités disponibles, les fluides relatifs à l'activité de traitements de surface, les produits alcalins et acides destinés au fonctionnement de la chaîne de traitements de surface, les huiles, les hydrocarbures et les boues.

29.3 - Aires de dépotage et de manipulations des produits dangereux

Les opérations de dépotage seront regroupées sur des zones spécialement aménagées à cet effet. L'aire de dépotage, rendue étanche et inattaquable à l'action des produits manipulés, sera conçue en pente et son point bas sera équipé d'un accès à un dispositif de récupération fiable des fluides éventuellement perdus. Les abords de ces aires seront maintenus propres et dégagés de tout matériel susceptible de provoquer ou d'aggraver les conséquences d'une pollution accidentelle ou de gêner l'intervention.

Les opérations de dépotage feront l'objet d'une procédure de travail écrite et de consignes strictes. En particulier, une présence humaine permanente à proximité immédiate des vannes d'isolement sera requise à l'occasion des dépotages.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

29.4 - Capacités de rétention

Tout stockage susceptible de contenir, même occasionnellement l'un des produits définis à l'article 26.2 sera équipé d'une capacité de rétention étanche dont le volume utile sera calculé en tenant compte des réservoirs installés, des canalisations non isolables raccordées sur ces réservoirs et des délais nécessaires pour isoler les circuits. Le volume utile devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention devra être au moins égale à :

- 50 % de la capacité totale des fûts dans le cas des liquides inflammables à l'exception des lubrifiants,
- 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres dans les autres cas.

Pour l'application de cette règle, lorsque deux ou plusieurs réservoirs sont reliés entre eux par le bas, ils sont considérés comme un réservoir unique.

Les capacités de rétention devront résister à la pression des fluides. Les dispositifs de vidange par simple gravité et les systèmes à obturation destinés à évacuer les fluides des cuvettes sont interdits.

Les traversées des murets par des canalisations seront jointoyées par des produits garantissant la même étanchéité et la même tenue au feu que les ouvrages. Toutes les canalisations qui ne sont pas strictement nécessaires au dépotage ou à l'exploitation des stockages devront être sorties des cuvettes de rétention ou démontées.

Les capacités de rétention seront maintenues en permanence propres et vides de tout matériel ou de tout

fluide de nature à limiter le volume disponible. Toutes les mesures seront prises pour que les produits épandus puissent être rapidement récupérés et traités.

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 30 - PRINCIPES GENERAUX

30.1 - L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'émission dans l'atmosphère de fumées, de poussières ou de gaz odorants ou nocifs de telle sorte qu'il ne résulte pas d'inconvénient visé à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

30.2 - La conception des conduits d'évacuation des gaz à l'atmosphère favorisera au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés par les installations en fonctionnement normal.

ARTICLE 31 – CONDITIONS DE REJETS

31.1 – Machines à laver, tunnels de traitement de surface et aire de lavage/décapage

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au dessus des baigns et au dessus des tunnels de traitement de surface devront être captées et si besoin épurées avant leur rejet à l'atmosphère.

Les systèmes de captation seront conçus et réalisés de manière à optimiser la captation de gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Au besoin, des systèmes séparatifs de captation et de traitement seront réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

Les débits d'aspiration respecteront les recommandations de l'INRS (Guide pratique de ventilation n° 2 «Ventilation des baigns et des cuves de traitements de surface») et garantiront le respect des limites maximales exigées au titre de la protection des travailleurs et des ambiances de travail.

Avant toute dilution, les gaz rejetés à l'atmosphère devront respecter les valeurs limites ci-après, déterminées à partir d'un échantillon moyen représentatif sur une durée voisine d'une demi-heure, fonction des caractéristiques de l'installation et de la méthode de prélèvement.

31.2 - Installations de combustion

Les installations de combustion devront être équipées et être exploitées conformément à l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2910, sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté.

31.3 – Valeurs limites de rejet

Origine des émissions	Polluants	Concentration maxi en mg/Nm ³	Flux maxi en kg/h
Atelier IN SITU	C.O.V.	110	0,5
Installations d'encollage	C.O.V.	110	6
Machine à Laver Métallurgie	Alcalins, exprimés en OH -	10	0,012
Installations de soudure	C.O.V.	110	0,1
	Poussières	100	0,1
	Poussières	100	0,08
Four cuisson Serrip	COV	110	0,08
	Alcalins, exprimés en OH -	10	0,01
	Poussières	100	0,1
Four Dopage	Poussières	100	0,1
	Alcalins, exprimés en OH -	10	0,01

Origine des émissions	Polluants	Concentration maxi en mg/Nm ³	Flux maxi en kg/h
Lavage Entrée	Alcalins, exprimés en OH -	10	0,02
Lavage Sortie	Alcalins, exprimés en OH -	10	0,02
Four nouvelle peinture	Poussières	100	0,08
Lavage Buées	Acidité totale, exprimée en H +	0,5	0,007
	Alcalins, exprimés en OH -	10	0,14
Décapage Pyrolyse	Poussières	100	0,1
	C.O.V.	110	0,1

ARTICLE 32 – CONTROLES DE REJETS ATMOSPHERIQUES

32.1 - Une autosurveillance des rejets sera réalisée par l'exploitant. L'autosurveillance portera sur le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assurera notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage éventuelles.

32.2 - Au moins une fois par an, une mesure des paramètres définis à l'article 31.3 sera réalisée par un organisme indépendant de l'exploitant. Les résultats d'analyses seront adressés dès réception à l'inspection des installations classées.

BRUITS ET VIBRATIONS

ARTICLE 33 -

Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées sont applicables à l'usine.

Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts parleurs, etc..) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les niveaux sonores à respecter en limites de propriété de l'établissement sont définis dans le tableau ci-dessous :

Niveau de bruit	Période diurne – 7h00 – 22h00 (sauf dimanches et jours fériés)	Période nocturne – 22h00 – 7h00 (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau à respecter	70 dBA	60 dBA
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible	
	6 dBA	4 dBA
1) Supérieur à 35 dBA et inférieur à 45 dBA 2) supérieur à 45 dBA	5 dBA	3 dBA

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera effectuée au moins une fois tous les trois ans.

L'inspecteur des installations classées pourra demander si nécessaire des mesures complémentaires de

niveau sonore.

Les frais de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

DECHETS

ARTICLE 34 - PRINCIPES GENERAUX

34.1 - L'exploitant explorera toutes les solutions permettant de limiter à la source la quantité des déchets et des sous-produits de fabrication. Toute solution permettant de trier, de recycler ou de valoriser les déchets et les sous-produits de fabrication sera systématiquement privilégiée à l'élimination en décharge.

34.2 - Les déchets et les sous-produits d'exploitation non recyclés ou valorisés tel que le mentionne l'article 34 seront éliminés dans des installations autorisées à cet effet dans des conditions propres à éviter de porter atteinte à la santé publique et à l'environnement, en application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et de ses textes d'application.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assurera que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont compatibles avec les déchets enlevés et de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur.

34.3 - Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés sélectivement selon leur nature dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution. Des mesures de protection contre la pluie et de prévention des envols seront prises à l'égard des déchets solides et les déchets liquides seront stockés sur des capacités de rétention.

34.4 - Tout brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 35 - DECHETS PARTICULIERS

35.1 - Déchets issus des activités de traitement de surface

Les déchets liquides et solides constitués ou imprégnés de produits inflammables, toxiques ou dangereux pour l'environnement seront sélectivement conservés dans des récipients étanches installés dans une capacité de rétention correctement dimensionnée en attendant leur enlèvement. Des extincteurs et des moyens de neutralisation appropriés aux risques que représentent ces déchets seront tenus disponibles à proximité de ces points de stockage.

Sont notamment considérés à ce titre les bains usés, les eaux d'extinction d'un éventuel incendie de l'atelier de traitements de surface, les résines échangeuses d'ions utilisées pour la régénération des bains et les boues produites par l'évaporateur et la centrifugeuse.

35.2 - Autres déchets

Sans préjudice des dispositions de l'article 34 du présent arrêté, l'élimination des autres déchets particuliers respectera notamment les textes suivants :

- décret n° 77-974 du 19 août 1977 relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générateurs de nuisances,
- décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées
- décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

ARTICLE 36 - CONTROLES DES DECHETS

36.1 L'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment du respect de l'élimination des déchets dans les conditions mentionnées aux articles 34 et 35 du présent arrêté.

36.2 La gestion des déchets fera l'objet d'une comptabilité précise régulièrement tenue à jour. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- l'origine, la composition, la quantité,
- le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, la date de l'enlèvement,
- la destination précise des déchets : le lieu, le mode d'élimination et le nom de l'entreprise chargée de l'élimination.

Les documents justifiant de l'enlèvement et du traitement des déchets seront annexés à ce registre.

36.3 Chaque mois de janvier, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées un bilan exhaustif des déchets produits au cours de l'année précédente. Outre les aspects qualitatif et quantitatif des déchets, ce bilan fera apparaître les modalités de stockage et de transport interne et externe et les filières d'élimination de chaque catégorie de déchets répertoriés.

TITRE III : PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

ARTICLE 37 - OPERATIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES PRODUITS DANGEREUX

Toutes les dispositions devront être prises pour que toute perte de produits dangereux soit la plus limitée possible et que les fluides épanchés soient rapidement récupérés.

37.1 Evacuation des boues produites par l'évaporateur

L'exploitant procédera à l'évacuation régulière des boues produites par l'évaporateur.

Lors de ces opérations l'exploitant prendra les mesures de circulation nécessaires pour que le véhicule en cours de dépotage ne puisse être heurté par d'autres engins.

Les tuyaux flexibles de transvasement auront un diamètre intérieur le plus faible possible et la pression d'éclatement sera largement supérieure à la pression maximale pouvant apparaître en toutes circonstances dans les circuits.

Les flexibles seront utilisés et entreposés après utilisation de telle sorte qu'ils ne puissent subir aucune détérioration. En particulier, ils ne devront pas subir de torsion permanente, ni d'écrasement. Les flexibles seront rebutés dès que leur état ne pourra plus être considéré comme satisfaisant.

ARTICLE 38 - DEPOT DE PEINTURE

38.1 - Le stockage de poudre se fera à l'extérieur de l'atelier peinture à l'exception de 200 kg, correspondant à une journée normale de production.

Le stock maximum de peinture poudre sera de quinze tonnes.

38.2 - Aménagement - construction

Le dépôt sera situé dans un local exclusivement réservé à cet usage.

Les murs seront coupe-feu de degré deux heures.

Les portes seront coupe-feu de degré ½ heure.

En dehors des périodes d'utilisation, les portes seront fermées à clé.

38.3 – Matériel électrique

Le matériel électrique sera antidéflagrant.

38.4 – Chauffage

Le local du dépôt pourra être chauffé ou refroidit par air ; la température maximale de la paroi chauffante externe étant de 110° C.

38.5 - Affectation

Tout autre usage que ceux de stockage, manutention et transvasement, jaugeage des récipients sera interdit.

38.6 – Protection incendie

Le local est sprinklé.

Il est interdit de pénétrer dans le dépôt avec une flamme ou d'y fumer ou d'y introduire un objet ayant un point en ignition ou pouvant produire de la flamme ou des étincelles.

Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le dépôt et sur les portes d'accès.

ARTICLE 39 - INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Les locaux enfermant les chaufferies seront exclusivement dédiés à cette fonction, ils n'abriteront aucune autre activité, servitude ou stockage de quelque nature que ce soit. Leur conception présentera les caractéristiques suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures,
- portes coupe-feu de degré 1/2 heure,
- toit et sol en matériaux incombustibles,
- ventilation suffisante pour que des vapeurs inflammables ou toxiques ne puissent pas s'accumuler.

Le local enfermant la chaudière fonctionnant au gaz sera équipé d'un détecteur de gaz qui devra interrompre de manière automatique le fonctionnement de la veilleuse de la chaudière en cas de fuite de gaz.

Les systèmes de chauffage prélèveront l'air neuf nécessaire à leur fonctionnement en des endroits qui ne présentent pas de risque pour la santé ou les installations.

Les installations de combustion devront être équipées et être exploitées conformément à l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2910, sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 40 – ATELIER DE PEINTURE

40.1 - Sous cette dénomination sont compris, l'atelier d'application des peintures et le four de séchage ou de cuisson.

40.2 - Les murs seront construits en matériaux stables au feu de degré deux heures.

40.3 - Le chauffage sera effectué au moyen d'appareils à fluide. Les parois extérieures chauffantes seront

à une température maximale de 110° C.

40.4 - Le matériel électrique sera antidéflagrant conformément au décret du 14 novembre 1962.

40.5 – Protection incendie

Ne sont entreposées dans l'atelier que les quantités de peinture nécessaires au travail d'une journée.

A l'extérieur de l'atelier, sera disposé un extincteur, sur roues, à poudre pour feux d'hydrocarbures d'une capacité de 50 kg.

Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer ou d'y introduire un objet ayant un point en ignition ou pouvant produire de la flamme ou des étincelles.

Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans l'atelier, sur la cabine d'application des peintures et sur les portes d'accès.

40.6 - Nettoyage

On pratiquera de fréquents nettoyages de l'atelier d'application des peintures de manière à éviter toute accumulation de poussières susceptibles de s'enflammer.

Ce nettoyage sera effectué de façon à éviter la production d'étincelles ; l'emploi de lampe à souder ou appareils à flammes pour effectuer ce nettoyage est formellement interdit. Des consignes seront établies dans ce sens.

Il est interdit d'utiliser à l'intérieur de l'atelier des liquides inflammables pour un nettoyage quelconque (mains, outils, etc...).

ARTICLE 41 - CABINES DE PEINTURES

41.1 - Aménagement

Conformément au décret du 5 septembre 1957, l'application de la peinture se fera en cabine.

41.2 - La cabine de poudrage sera munie d'un système de récupération des poussières.

41.3 - Ventilation – Chauffage

Les bouches d'aspiration et les diffuseurs d'air frais seront disposés de manière à ce que l'opérateur soit toujours dans la zone d'air renouvelé.

Les cheminées et ventilateurs seront disposés de manière à ce que des nettoyages fréquents puissent être effectués sans difficulté.

41.4 - Les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive.

41.5 - Si la ventilation est intermittente, un dispositif de sécurité sera aménagé de manière à ce que la ventilation commence à fonctionner lorsque l'opérateur utilise le dispositif d'application et cesse de fonctionner au minimum 3 minutes après l'avoir reposé.

41.6 - Hygiène

Sur le plan de l'hygiène, le personnel est soumis aux prescriptions prévues par les articles 4, 5, 6, 7, 8 du titre premier du décret du 23 août 1947 modifié par le décret du 27 août 1962, ainsi qu'aux prescriptions de la circulaire Tr 106/47 du 24 décembre 1947 relative aux modalités d'application des dispositions dudit décret concernant les mesures particulières relatives à la protection des ouvriers qui exécutent des travaux de peinture ou de vernissage par pulvérisation.

41.7 - Protection incendie

Tous les objets à peindre seront reliés à la terre. Dans cette optique, on s'assurera périodiquement des contacts convenables et on contrôlera rigoureusement la mise à la terre de l'installation (cabine de peinture, convoyeur éventuel, parties métalliques du système d'aspiration, dispositif d'application des peintures) qui doit être d'assez faible résistance (inférieure à 5 ohms).

41.8 - Les contacts intempestifs entre les pièces à peindre et les éléments conducteurs devront être évités.

41.9 - La coupure du générateur HT sera automatique lorsqu'une masse de l'installation normalement à la terre approchera de trop près une partie sous tension.

41.10 - Une signalisation optique très apparente doit indiquer la mise sous tension du générateur haute tension.

ARTICLE 42 - FOUR DE SÉCHAGE

42.1 Outre les règles d'aménagement, de construction valables pour l'ensemble de l'atelier de peinture (articles 34 à 42), l'aménagement, la construction et l'exploitation du four de séchage sont soumis aux prescriptions suivantes :

42.2 - Préséchage

En entrée de four, les pièces passeront par une zone de gélification.

42.3 - Ventilation

Les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive.

42.4 - Les gaz de combustion seront évacués d'une façon autonome.

42.5 - Dispositifs de prévention et de contrôle

Le four de séchage devra comporter les dispositifs suivants régulateur ou limiteur de température, régulateur de pression de gaz.

Les températures de fonctionnement sont limitées à 180°C pour le séchage et pour la cuisson sont compatibles et adaptées avec le type de peinture utilisée.

42.6 - Les brûleurs ne pourront fonctionner sans fonctionnement simultané des ventilateurs de circulation.

42.7 - L'alimentation en gaz des brûleurs s'effectuera par une canalisation métallique ; les canalisations en plomb seront proscrites. Deux robinets de barrage seront situés sur la conduite principale d'alimentation. Un robinet sera actionnable manuellement, l'autre sera actionnable automatiquement étant asservi aux installations utilisant du gaz dans l'atelier.

La mise en marche des brûleurs doit être effectuée avant le fonctionnement.

Les brûleurs ne pourront dégager des gaz combustibles non brûlés.

42.8 - Un détecteur d'atmosphère explosive sera disposé dans le local.

ARTICLE 43 – TUNNEL DE TRAITEMENT DE SURFACE

Le sol de l'atelier sera imperméable, disposé de façon à constituer une cuvette étanche, disposé en pentes convergentes vers une cavité susceptible d'y recueillir les liquides éventuels.

ARTICLE 44 – STOCKAGE DES MOUSSES

44.1 - Le stockage de mousse à l'extérieur des ateliers se fera selon des tas de capacité unitaire maximale

de 5 m³.

La distance maximale entre chaque tas sera de 1 mètre.

ARTICLE 45 – STOCKAGE DES TISSUS

45.1 - Protection incendie

45.2 - Le volume global des tissus sera réparti en plusieurs tas de capacité unitaire maximale de 50 m³.
La distance minimum entre chaque tas sera de 1 m.

45.3 - L'aire de stockage des coquilles en polypropylène, à l'intérieur du « magasin central » sera différente de celle réservée au stockage des tissus.

45.4 - Dans le dépôt, seront disposés au moins 8 extincteurs adaptés.

ARTICLE 46 – STOCKAGE DE MDI

Il sera protégé par une installation de type « SPRINKLER ». De plus, des extincteurs à poudre ou à CO₂ seront disposés dans le local de stockage.

Le personnel doit être formé à l'opération de dépotage et à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie.

ARTICLE 47 - STOCKAGE DE COLLE NÉOPRÈNE

Les éléments de construction du local du dépôt présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes:

- paroi coupe feu de degré deux heures,
- couverture incombustible ou plancher haut coupe feu de degré deux heures,
- portes donnant vers l'intérieur coupe feu de degré une demi heure,
- portes donnant vers l'extérieur pare flammes de degré une demi-heure.

Le local sera ventilé par un flux d'air orienté du bas vers le haut du local.

TITRE IV : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 48 - Modifications

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance du Préfet.

Article 49 - Changement d'exploitant

En cas de changement d'exploitant, le Bureau de l'Environnement de la Préfecture devra être informé dans le délai d'un mois.

Article 50 - Cessations d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
2. la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
3. l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
4. en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Article 51 - Hygiène et sécurité du personnel - protection des tiers

Les prescriptions légales et réglementaires en vigueur, relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel seront rigoureusement observées.

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la salubrité publique.

Article 52 - Infractions aux dispositions de l'arrêté - durée de validité de l'autorisation

En cas d'inobservation du présent arrêté, le Préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L.514-1. du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Le présent arrêté cessera de produire effet s'il s'écoulait un délai de trois années avant la mise en activité, ou bien encore si l'exploitation était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 53 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SARREBOURG et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Une ampliation de l'arrêté sera adressée aux conseils municipaux de BUHL LORRAINE, HILBESHEIM, REDING, SARRALTROFF et SARREBOURG.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 54 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

Article 55 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
le Sous-Préfet de SARREBOURG,
le Maire de SARREBOURG,
les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

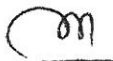
METZ, le - 6 MAI 2002

LE PREFET,

**Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,**

POUR AMPLIATION

Le Chef de Bureau



M.C. MERLE

Signé : Marc-André CANIBENO

